MEXIQUE - Un État failli planifié

Raúl Zibechi, El Correo

vendredi 19 décembre 2014, par Dial, Raúl Zibechi

28 octobre 2014 - El Correo - *L'État est devenu une institution criminelle où se mélangent les narcos [trafiquants de drogues] et les hommes politiques pour contrôler la société. Un État failli qui a été construit durant les deux dernières décennies pour éviter le plus grand cauchemar des élites : la deuxième révolution mexicaine.*

« Vivants ils les ont enlevés, vivants nous les voulons », Marie Ester Contreras crie, tandis que vingt poings levés approuvent la consigne sur l'estrade de l'Université latinoaméricaine de Puebla, lors de la réception du prix Tata Vasco au nom du collectif Forces unies pour nos disparus au Mexique (FUNDEM), pour son travail contre les disparitions forcées. La scène est saisissante, alors que les familles, presque toutes mères ou sœurs, ne peuvent retenir leurs pleurs et larmes chaque fois qu'elles parlent en public lors du XIe Forum des droits humains.

Rien à voir de la généalogie des disparitions que nous connaissons dans le Cône Sud. Au Mexique il ne s'agit pas de réprimer, de disparaître et de torturer des militants mais quelque chose de beaucoup plus complexe et terrible. Une mère a raconté la disparition de son fils, un ingénieur en communication qui travaillait pour IBM, séquestré par les narcos pour le forcer à construire un réseau de communications à leur service. « Cela peut être le tour de n'importe qui », remarque-t-elle, estimant que toute la société est dans le collimateur et que, par conséquent, personne ne devrait rester en dehors.

FUNDEM est née en 2009, à Coahuila, et a réussi à réunir plus de 120 familles qui cherchent 423 personnes disparues, qui travaillent à leur tour avec le Réseau Vérité et Justice, qui cherche 300 migrants de l'Amérique centrale disparus en territoire mexicain. L'ancien président Felipe Calderón a nommé cela « des dommages collatéraux », essayant de minimiser la tragédie des disparitions. « Ce sont des êtres qui n'auraient jamais dû disparaître », réplique Contreras.

Pire que l'État Islamique

Un communiqué de FUNDEM, à l'occasion de la Troisième Marche de la Dignité célébrée en mai, souligne que « selon le Ministère de l'Intérieur, jusqu'à février 2013, on dénombrait 26 121 personnes disparues », depuis que Calderón a déclaré la « guerre au trafic de stupéfiants » en 2006. En mai 2013, Christof Heyns, rapporteur spécial des exécutions extrajudiciaires des Nations Unies a dit que le gouvernement a reconnu 102 696 homicides sur le mandat de six ans de Calderón (une moyenne de 1 426 des victimes par mois). Mais en mars dernier, après 14 mois du gouvernement actuel de Peña Nieto, l'hebdomadaire *Zeta* comptabilisait 23 640 homicides (1 688 par mois).

La chaîne d'information Al Jazeera a diffusé une analyse où sont comparées les morts provoquées par l'État Islamique (EI) avec les massacres du narco mexicain. En Irak, en 2014, l'EI a mis fin à la vie de 9 000 civils, pendant que le nombre de victimes des cartels mexicains en 2013 a dépassé 16 000 (*Russia Today*, 21 octobre 2014). Les cartels mènent des centaines décapitations tous les ans. Ils ont démembré et mutilé les corps des victimes, afin après de les exposer pour effrayer la population. « Avec la même intention, les cartels attaquent aussi des enfants et des femmes, et, comme EI, publient les images de leurs délits dans les réseaux sociaux ».

Nombre de médias ont été réduits au silence à travers des pots-de-vin ou des intimidations et depuis 2006 les cartels ont été responsables de l'assassinat de 57 journalistes. L'État Islamique a assassiné deux US, dont les cas ont gagné les grands médias, mais peu savent que 293 citoyens états-uniens ont été

assassinés par les cartels mexicains entre 2007 et 2010.

La question n'est pas, ne doit pas être, qui sont plus sanguinaires, mais pourquoi. Depuis que nous savons que AL Qaeda et l'État Islamique ont été créés par l'intelligence US, la question sur qui se trouve derrière le trafic de stupéfiants, mérite d'être posée.

Diverses études et articles journalistiques d'investigation soulignent la fusion entre les autorités étatiques et des narcos au Mexique. La revue *Proceso* souligne dans sa dernière édition que « depuis le premier trimestre de 2013 le gouvernement fédéral a été alerté par un groupe de parlementaires, des militants sociaux et de fonctionnaires fédéraux au sujet du degré de pénétration du crime organisé dans les domaine de sécurité de plusieurs municipalités de Guerrero », sans obtenir la moindre réponse (*Proceso*, 19 octobre 2014).

En analysant les liens derrière le massacre récent des étudiants d'Ayotzinapa (six morts et 43 disparus), le journaliste Luis Hernández Navarro conclut que le fait « a découvert le cloaque du narcopolitque guerrerense » (*La Jornada*, 21 octobre 2014). Y participe des membres de tous les partis, y compris du PRD, de centre-gauche, où militait le président municipal d'Iguala, José Luis Abarca, directement impliqué dans le massacre.

Raul Vera fut évêque à San Cristobal de la Casas quand la hiérarchie a décidé d'écarter de cette ville Samuel Ruiz. Mais Vera a suivi le même chemin que son prédécesseur et maintenant il exerce dans Saltillo, la ville de l'état de Coahuila d'où viennent plusieurs mères qui sont dans FUNDEM. Elles n'ont pas de local propre et se réunissent au Centre diocésain pour les droits humains. L'évêque et les mères travaillent côte à côte

En 1996 le Bord a dénoncé le massacre d'Acteal, où 45 indigènes tzotziles ont été assassinés tandis qu'ils priaient dans une église de la communauté, dans l'État de Chiapas, entre celles-ci 16 enfants et adolescents et 20 femmes. Malgré ce que le massacre a été perpétré par paramilitaires opposés à l'EZLN, le gouvernement a essayé de le présenter comme un conflit ethnique.

Contrôler la société

Par sa longue expérience, il soutient que le massacre d'Ayotzinapa, « c'est un petit message au peuple, c'est de nous dire : voyez ce dont nous sommes capables », comme c'est arrivé à San Salvador Atenco en 2006, quand des militants du Frente de Pueblos en Defensa de la Tierra, qui participaient à L'Autre Campagne zapatiste, ont été cruellement réprimés avec un bilan de deux morts, plus de 200 arrestations, dont 26 viols. Le gouverneur en charge de cette affaire était Enrique Peña Nieto, l'actuel président.

Ces « messages » se répètent à plusieurs reprises dans la politique mexicaine. Le père Alejandro Solalinde, qui a participé au Forum des droits humains, coordonne la Pastoral de Movilidad Humana Pacífico Sur de l'Épiscopat Mexicain et dirige un foyer pour les migrants qui passent par le Mexique vers les États-Unis, il assure qu'il a reçu l'information que les étudiants ont été brûlés vifs. Après avoir été mitraillés, les blessés ont été brûlés, comme l'ont raconté les policiers qui ont participé aux événements et « ont craqué sous le poids de leur conscience » (*Proceso*, 19 octobre 2014).

Si la manière d'assassiner révèle un message mafieux clair, ils doivent dévoiler les objectifs, qui ils visent et pourquoi. La réponse vient de la main de l'évêque Vera. Il souligne l'intime relation entre les cartels et les structures politiques, judiciaires et financière de l'État, au point qu'il est impossible de savoir où commence l'un et finit l'autre. Constater cette réalité l'amène à assurer que les dirigeants de son pays « sont le crime organisé » et que, par conséquent, « nous ne sommes pas dans une démocratie » (*Proceso*, 12 octobre 2014).

Mais l'évêque dirige sa réflexion vers un point névralgique qui permet de démêler le nœud. « Le crime organisé a aidé au contrôle de la société et c'est pourquoi c'est un associé de la classe politique. Ils ont obtenu que le peuple ne s'organise pas, ne progresse pas ». Dans les plus ou moins même termes, c'est

que le sous-commandant Marcos a signalé.

Enfin, il ne s'agit pas d'une coïncidence fortuite, mais d'une stratégie. L'un de ses constructeurs sur le terrain, est le général Oscar Naranjo, qui a été l'un « des architectes les plus remarquables de la narcodémocracie colombien actuelle » sous le gouvernement d'Álvaro Uribe, comme le dénonçait, Carlos Fazio (*La Jornada*, 30 juin 2012). Naranjo, un protégé de la DEA et « produit d'exportation » des États-Unis d'Amérique pour la région, est devenu le conseiller du gouvernement de Peña Nieto.

Fazio souligne une information du *The Washington Post* où le quotidien assure que « sept mille policiers et militaires mexicains ont été entraînés par des conseillers colombiens ». Il ne faut pas avoir beaucoup d'imagination pour découvrir où on a commencé à fabriquer l'État failli mexicain.

Mais il y a plus. « Le gouvernement des États-Unis a aidé plusieurs cartels à travers de l'Opération choc et effroi » (de l'anglais « *Shock and Awe* »), pour laquelle « involontairement deux mille armes sont tombées dans les mains des narcos », rappelle la page antiwar.com. Il est possible, comme le pensent des sites consacrés à l'analyse stratégique tel le site européen dedefensa.org, que le chaos mexicain soit favorisé par la paralysie croissante de Washington et la cacophonie émise par ses divers et contradictoires services. Cependant, tout indique qu'il y a quelque chose de délibéré. Que cela puisse revenir tel un boomerang à travers sa frontière poreuse et étendue, semble ne pas faire de doute.

L'Uruguayen **Raúl Zibechi** est journaliste, enseignant et chercheur à la Multiversidad Franciscana de l'Amérique latine et conseiller de plusieurs groupes sociaux.

Publication originale : http://alainet.org/active/78251
Version française : http://www.elcorreo.eu.org/Mexique-un-Etat-failli-planifie

Traduction de l'espagnol pour El Correo par **Estelle** et **Carlos Debiasi**. Traduction légèrement modifiée par AlterInfos.